

L'opposition alsacienne à la réforme régionale Quels enjeux géopolitiques ?

AUTEUR

Olivier VERGNE, CRAG/IFG (France)

RÉSUMÉ

Dès son annonce au printemps 2014, le projet de supprimer la région administrative d'Alsace, pour créer une nouvelle grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (ACAL), a suscité localement une très vive opposition, marquée par une importante mobilisation citoyenne et par une contestation unanime de la part des élus locaux, tous partis politiques confondus, ainsi que de la part des milieux économiques. Grâce à une analyse de géopolitique locale, on met en évidence les enjeux locaux de pouvoir qui permettent d'expliquer les stratégies différentes d'opposition à la création de l'ACAL, selon les acteurs. Ainsi, la notion d'identité alsacienne a-t-elle été largement mobilisée, notamment par la droite locale qui domine solidement la région, au prix d'un jeu dangereux avec le courant autonomiste et des critiques de la gauche. On comprend alors comment cette représentation, loin d'être une réalité intangible et absolue, est l'objet d'interprétations différentes.

MOTS CLÉS

Alsace, région ACAL, géopolitique locale, réforme territoriale, identité régionale

ABSTRACT

Since its announcement in the spring of 2014, the project of suppressing the Alsace administrative region, in order to create a new big region Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (ACAL), has locally caused a very strong opposition, with a significant popular mobilization and an nearly unanimous protest from local elected officials, from any political party. Thanks to an analysis in terms of local geopolitics, we examine how local power issues can explain the different opposition strategies against the creation of ACAL. Thus, the idea of an Alsatian identity has been clearly used, in particular by the local right-wing politicians who strongly dominate the region, even if it means playing a dangerous game with the autonomist movement and be subject to criticism by the left-wing party. Then, we can understand how this "representation", far from being an absolute reality, is subject to various interpretations.

KEYWORDS

Alsace, ACAL region, Local geopolitics, Territorial reform, Regional identity

INTRODUCTION

Les élections départementales de mars 2015 furent marquées en Alsace par les bons scores du parti autonomiste *Unser Land*, qui avait placé au cœur de son discours le rejet de la fusion de l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne au sein d'une nouvelle grande région provisoirement nommée ACAL (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine), conformément à la loi du 16 janvier 2015 prévoyant une refonte d'un découpage régional défini en 1955 (Miossec, 2009). Le parti autonomiste ne fut cependant pas le seul à contester cette réforme, puisque quasiment tous les acteurs locaux s'y sont opposés : élus de droite comme de gauche, représentants du monde économique, intellectuels. Ce mouvement de contestation nous paraît intéressant à étudier dans le cadre de ce colloque,

dans la mesure où il permet de s'interroger sur les attentes des Alsaciens (société civile, élus, acteurs économiques, etc.) concernant l'organisation administrative et la gouvernance de leur territoire. Cette communication a pour objectif d'étudier ces questions par une analyse en termes de *géopolitique locale*, telle qu'elle a été développée par le Centre de recherches et d'analyses géopolitiques de l'université Paris 8 (Giblin, 1990 ; Loyer, 2003 ; Subra, 2012). Il s'agit ainsi de placer au centre de l'étude la façon dont les acteurs en présence cherchent à asseoir leur pouvoir sur un territoire, en l'occurrence comment les élus alsaciens cherchent à conserver une certaine autonomie politique avec un conseil régional qui leur soit propre. La méthode géopolitique cherche alors à expliciter les stratégies de ces acteurs, en fonction de leurs intérêts et de leurs objectifs (qui ne sont pas les mêmes pour les différents partis politiques, pour les milieux économiques, intellectuels, etc.), à analyser comment ces acteurs développent et utilisent certaines représentations au service de leur projet (en l'occurrence, celle de l'identité alsacienne justifiant une région Alsace ou encore celle d'une région économiquement tournée vers l'Allemagne, et non vers la Lorraine et la Champagne-Ardenne), pour peser dans le rapport de force (ici avec le gouvernement et les députés socialistes qui ont décidé de cette réforme).

1. UNE UNANIMITÉ DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LA RÉGION ACAL, MAIS DES ENJEUX ET DES STRATÉGIES DIFFÉRENTES SELON LES PARTIS POLITIQUES

En Alsace, ce projet de grande région a été combattu de façon quasi unanime par la classe politique locale qui a dénoncé une réforme imposée d'en haut par le pouvoir parisien, menaçant la gestion de proximité ainsi que l'autonomie politique de l'Alsace, remettant en cause le droit local et le Concordat, fragilisant la position de Strasbourg, qui pourrait perdre son statut de capitale régionale alors même qu'elle peine à conserver celui de capitale européenne et, surtout, constituant un grave danger pour l'identité alsacienne, présentée comme une chance pour le dynamisme économique de la région (une marque « Alsace » a ainsi été développée par le conseil régional depuis 2012).

Cependant, les enjeux liés à cette opposition n'étaient pas les mêmes pour les différents partis politiques. Pour le parti autonomiste *Unser Land*, ce combat a permis de retrouver un large succès populaire, marqué par le bon score aux élections départementales de mars 2015. Pour le Parti socialiste, historiquement faible dans la région sauf à Strasbourg (Vogler, 1995), l'enjeu principal était de maintenir le rang de capitale régionale pour son unique bastion en Alsace, tout en évitant de se positionner trop visiblement contre le gouvernement et la majorité socialiste à l'Assemblée, à l'origine du projet de région ACAL. Un exercice d'équilibriste expliquant la stratégie du PS alsacien qui visait à défendre la solution Alsace-Lorraine pour éviter l'ACAL, une option qui présentait le triple avantage d'augmenter les chances pour Strasbourg de conserver le statut de capitale régionale, de se démarquer de la droite et de reprendre une idée initialement proposée par le gouvernement socialiste (dans son projet de loi déposé en juin 2014, celui-ci avait proposé une fusion Alsace-Lorraine mais l'Assemblée nationale vota par la suite un élargissement à la Champagne-Ardenne).

2. LE RASSEMBLEMENT DE LA DROITE ALSACIENNE DERRIÈRE LE PROJET DE RÉSURRECTION DE LA COLLECTIVITÉ UNIQUE D'ALSACE

Après quelques semaines de confusion (dans un premier temps, le président de région et chef de file de la droite alsacienne, Philippe Richert, soutenait la fusion avec la Lorraine prévue initialement par le gouvernement, alors que la grande majorité des

parlementaires alsaciens de droite s'y opposaient), la droite alsacienne parvient à se rassembler en août 2014 dans l'opposition au projet d'ACAL, en proposant une solution innovante consistant à fusionner le conseil régional et les deux conseils généraux alsaciens dans une assemblée unique, afin de conserver une institution politique propre à l'Alsace. Il s'agissait en fait d'une réactivation du projet de « collectivité territoriale d'Alsace », porté par Richert depuis les années 2000, et qui avait été rejeté par référendum en avril 2013, notamment en raison d'une crainte de nombreux électeurs haut-rhinois d'une perte de proximité avec les pouvoirs locaux, et par un renforcement de Strasbourg au détriment de Colmar. Ce référendum avait alors mis en évidence les fractures existant entre les deux départements alsaciens, et les divisions entre les droites bas-rhinoises et haut-rhinoises. Le combat contre l'ACAL conduit alors à un rassemblement de la droite alsacienne : en septembre 2014, le conseil régional et les deux conseils généraux, tous les trois solidement contrôlés par la droite, adoptent, de façon simultanée et à la quasi-unanimité, une délibération commune demandant au président de la République le droit de fusionner.

Afin de renforcer la pression sur le gouvernement et sur les députés, et pour légitimer démocratiquement ce projet de collectivité unique, rejeté par referendum un an plus tôt, le camp de Richert va alors organiser un grand rassemblement à Strasbourg le 11 octobre 2014, qui réunira environ 10 000 personnes, un chiffre rarement atteint pour une manifestation en Alsace. Ce succès peut s'expliquer par plusieurs raisons : proximité de la droite locale avec plusieurs institutions régionales disposant d'un réseau structuré et donc de capacités de mobilisation importantes, comme la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI) Alsace ou encore l'OLCA (Office pour la langue et la culture d'Alsace) ; mise à profit du contrôle exercé sur l'administration régionale en finançant un billet de train à 5 € sur tout le réseau régional pour se rendre à Strasbourg ce jour-là (non sans susciter d'importantes critiques), et mobilisation des bruyants et visibles militants autonomistes, en associant largement dans les discours disparition de la région administrative d'Alsace et menace pour l'identité alsacienne. La campagne contre le non a également été portée par les milieux économiques : dans un communiqué commun de septembre 2014, la chambre du commerce et de l'industrie, celle des métiers et celle de l'agriculture avaient ainsi affirmé que cette nouvelle grande région ne relevait d'aucune « logique économique et territoriale » car l'Alsace était tournée vers l'Allemagne, alors que la Champagne-Ardenne l'était vers Paris et le nord de la France. Cependant, cette opposition des acteurs économiques s'explique davantage par la proximité des élus des chambres consulaires avec la droite alsacienne (par exemple, Jean-Louis Hoerlé, président de la CCI Alsace jusqu'en 2015, a été élu maire de Bischeim en 2014 sous les couleurs de l'UMP) que par de réelles craintes économiques, tant les entreprises locales dépendent peu des politiques régionales.

3. L'IDENTITÉ ALSACIENNE : UNE REPRÉSENTATION EN DÉBAT

La mobilisation de l'argument identitaire par la droite va lui être vivement reprochée par la gauche locale et nationale. Ainsi Manuel Valls déclarera devant les députés, qu'« il n'y a pas de peuple alsacien, mais un seul peuple français », et le député PS de Strasbourg Philippe Bies accusera ses collègues députés de réveiller les « vieux démons autonomistes » en référence à la période nazie. Il dénoncera également l'attitude de ses collègues de droite, jouant la « carte de la tentation victimaire », idée selon laquelle l'Alsace serait une nouvelle fois victime de l'injustice du centralisme parisien, dans la continuité

du procès de Bordeaux de 1953 (condamnation de quatorze Alsaciens « malgré-nous » pour leur participation au massacre d'Oradour-sur-Glane) ou le retrait du projet de Synchrotron en 1984 (Grenoble ayant été finalement préférée à Strasbourg). En effet, pendant ce débat, la droite locale n'a eu de cesse de rappeler que la fusion avec la Champagne-Ardenne a été votée de nuit à l'Assemblée nationale, comme un coup de couteau dans le dos, et rappelle que les Corses et les Bretons ont pu garder leur région, au contraire des Alsaciens, victimes de tractations politiciennes entre socialistes et punis par le gouvernement pour leur ancrage à droite. Cette mobilisation du sentiment identitaire par la droite alsacienne est d'autant plus intéressante à constater que, une année auparavant, pendant le débat sur le conseil unique d'Alsace, la notion d'identité alsacienne n'avait quasiment pas été utilisée par les promoteurs du projet, au premier rang desquels Philippe Richert. Mais si elle a largement mobilisé le sentiment identitaire, la droite alsacienne a cependant cherché à se démarquer très nettement du courant autonomiste, pour qui le sentiment d'une forte identité régionale justifie une autonomie politique régionale importante. Ainsi, lors du rassemblement du 11 octobre, le parti autonomiste Unser Land n'eut pas droit de prendre la parole sur une tribune verrouillée par la droite, et Richert prit bien soin de rappeler l'attachement de l'Alsace à la République, en clôturant l'événement par un lâcher de ballon aux couleurs tricolores accompagné d'une Marseillaise reprise par la foule.

Ce débat concernant la mobilisation du sentiment identitaire pour lutter contre la réforme s'est également manifesté au sein des milieux intellectuels. Ainsi P. Kretz, écrivain et essayiste, souhaite manifester son hostilité au projet en publiant *Le nouveau malaise alsacien*, en référence aux années 1920 quand le pouvoir central combattit les milieux autonomistes. L'auteur rejette alors les accusations de « repli sur soi », dénonçant une réforme ne respectant pas la « réalité géographique et historique » de l'Alsace, et effectuée au mépris de la démocratie locale, puisque qu'aucune consultation des élus locaux ne fut réalisée par le pouvoir central (Kretz, 2015). La réforme fut également rejetée dans des termes proches par le cercle de pensées Initiatives alsaciennes mené par le philosophe et essayiste Pierre Klein (2015). Au contraire, d'autres auteurs ont dénoncé le mythe d'une histoire commune aux Alsaciens, comme l'historien strasbourgeois Georges Bischoff (2015).

Si la défense de l'identité alsacienne fut tant mobilisée comme argument pour empêcher la disparition de la région Alsace, c'est aussi en réponse aux inquiétudes d'une catégorie de la population alsacienne qui ressent son identité comme étant menacée : pour elle, la suppression de la région Alsace est un pas de plus dans un processus déjà entamé de disparition de la culture locale. Or, il est intéressant de rappeler que cette identité n'est pas un absolu et qu'elle est une représentation construite par des rapports de force entre acteurs. Ainsi un débat oppose aujourd'hui certaines associations culturelles au sujet du rapport entre dialecte alsacien et langue allemande. Pour certains, c'est en favorisant l'apprentissage de l'allemand dans les écoles qu'on défendra l'alsacien, dont la version écrite doit alors être l'allemand standard et, pour d'autres, cette stratégie dessert le dialecte en l'assimilant à l'allemand. Or cette autre représentation d'une certaine forme de « germanisation » culturelle de l'Alsace est encore très présente chez certains, encore traumatisés par la période nazie pendant laquelle l'Alsace fut annexée par le III^e Reich, ce qui avait donné lieu à de vifs débats dans les années 1990 (Auburtin, 2005).

CONCLUSION

Il apparaît donc que l'importante opposition en Alsace à la nouvelle grande région ACAL, largement fondée sur des arguments identitaires, peut être analysée de façon géopolitique, c'est-à-dire en considérant la question du pouvoir sur le territoire (Lacoste, 1993), et ce à deux échelles spatiales. Premièrement, se pose la question du rapport de l'Alsace à l'État central, celle du partage des pouvoirs entre l'échelon régional et le niveau national, celle de la décentralisation et du régionalisme, voire de l'autonomisme, qui a semblé trouver un nouveau souffle face à un « jacobinisme » largement dénoncé localement, au nom de la défense de l'identité alsacienne. Deuxièmement, au sein même de la région, des stratégies différentes ont été adoptées par les acteurs, essentiellement politiques, en fonction des configurations géopolitiques propres à l'Alsace (« île » socialiste strasbourgeoise dans l'« océan » de droite, rapports tendus entre les différents courants de la droite alsacienne, rivalités entre les deux départements, « réveil » du parti autonomiste, etc.). Le sentiment identitaire, loin d'apparaître comme une donnée absolue et immuable se révèle au contraire plus ou moins mobilisé, plus ou moins associé à des revendications d'ordre politique, par ces différents acteurs aux intérêts divergents.

Cette opposition massive à la nouvelle région ACAL fut alors assez mal vécue par les deux autres régions mariées à l'Alsace. En Lorraine et en Champagne-Ardenne, la fusion régionale ne suscita pas du tout la même opposition, même si la crainte est forte de voir Strasbourg promue capitale de cette nouvelle région au détriment de Châlons-en-Champagne, Reims, Nancy ou Metz. Le rejet des Alsaciens fut alors vécu par certains comme une forme de repli sur soi et une volonté de ne pas partager les richesses avec les deux régions, moins dynamiques économiquement. L'enjeu pour les nouveaux élus régionaux sera alors de dépasser ces tensions pour parvenir à élaborer des politiques régionales adaptées à la superficie du territoire et aux disparités économiques fortes entre les trois anciennes régions, marquées par des logiques d'organisation territoriales différentes.

RÉFÉRENCES

- Auburtin E., 2005, « L'Alsace », in Giblin B. (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard.
- Bischoff G., 2015, *Pour en finir avec l'histoire d'Alsace*, Strasbourg, éd. du Belvédère.
- Giblin B., 1990, *La région, territoire politique – Le Nord-Pas-de-Calais*, Paris, Fayard.
- Klein P. (dir.), 2015, *Indignations alsaciennes, Identité, Démocratie, Économie*, Strasbourg, éd. Allewil.
- Kretz P., 2015, *Le nouveau malaise alsacien, essai sur une réforme absurde*, Strasbourg, Le Verger.
- Lacoste Y. (dir.), 1993, « Géopolitique », in *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 438-475.
- Loyer B., 2003, « Identités et pouvoir local : le cas de la revendication d'un département Pays basque », *Hérodote*, n° 110, pp. 103-128.
- Miossec J.M., 2009, *Géohistoire de la régionalisation en France*, Paris, PUF.
- Subra P., 2012, « La géopolitique, une ou plurielle ? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, n° 146-147, pp. 14-44.
- Vogler B., 1995, *Histoire politique de l'Alsace*, Strasbourg, La Nuée Bleue.

L'AUTEUR

Olivier Vergne
CRAG/IFG
Université Paris 8
olivergne@yahoo.fr